

la Matérielle

(Seconde partie)

N°7 juin 2003

C. Charrier - 7, impasse du jardin des plantes, 13004 MARSEILLE

lamaterielle@tiscali.fr

« Nous travaillons sur des fragments et nous ne sommes pas en train d'éditer une encyclopédie communiste. »

Amadeo Bordiga, *Il programma comunista*, n°8, 1960

SOMMAIRE

Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté des classes sociales

La rencontre de la Poudrière

Le temps comme forme et comme histoire

LE MOUVEMENT DE MAI-JUIN 2003 dans L'IMMEDIATETE SOCIALE DES CLASSES

§1 - La réflexion que propose les lignes qui suivent ne portent pas sur les causes et le contenu du mouvement que je suppose connues (lutte contre la reconfiguration du rapport de subordination sur un point central de celui-ci qui renvoie à la reproduction de l'ensemble du rapport à la reproduction de la force de travail), mais sur *le cours du mouve-*

ment lui-même, sur ses *pratiques*, telles qu'elles existent, précisément, dans le procès de cette reconfiguration. Les premiers commentaires que j'ai fait à partir du compte rendu de l'AG interprofessionnelle de Cavaillon du 4 juin étaient inaboutis en ce qu'ils posaient surtout des questions. Je ne prétends pas ici apporter des réponses définitives à ces questions, il s'agit plutôt de proposer un *cadre théorique d'analyse* du mouvement. En ayant en vue la problématique fondamentale du passage du cours quotidien des luttes, des « luttes actuelles » à la révolution. Cette problématique, j'ai essayé de l'aborder à travers l'analyse de ce qui est en jeu dans les « temps forts » (les manifestations, les AG) et dans le cours quotidien de la lutte - ce que le compte rendu appelle la « mobilisation durable dans la grève », c'est-à-dire, finalement, *l'inscription de la lutte dans le temps continu*.

« Temps forts » et mobilisation active dans la grève

§ 2 - La distinction que j'établis dans ces premières réflexions porte sur la différence qui existe entre le *primat* de la représentation dans le cas des « temps forts » et celui de l'action dans le cours quotidien de la lutte. Dans la manifestation, il s'agit de montrer des salariés en grève, et, dans ce cas, mon hypothèse est que *ce que l'on montre vaut*

La Matérielle

mieux que ce que l'on fait en revanche, dans le cours quotidien de la lutte, *ce que l'on fait vaut mieux que ce que l'on montre*, ou mieux il n'y a pas de différence. Je rajoute ici que les deux ne sont pas contradictoires et que l'AG est leur liaison la plus forte... mais pour qu'il y ait liaison, il faut qu'il y ait quelque chose à lier, et il n'empêche que c'est dans le cours quotidien de la lutte, dans son temps continu, comme je viens de la dire, que la difficulté se présente. Et c'est là que l'on peut avoir le sentiment d'« aller dans le mur », comme j'ai pu l'entendre ça et là. *Où va-t-on ? Qu'est-ce qu'on fait ?* On risque de tourner en rond.



§ 3 - Ce risque de vacuité de l'action au quotidien tient à ce que toutes les luttes, disons depuis le début des années quatre-vingt dix, non seulement ne sont porteuses d'aucun projet visant à transformer, ou simplement réformer, la société ou même le secteur d'activité concerné, mais encore qu'elles ne visent pas plus à améliorer l'existant (revendiquer le meilleur/moins mauvais plan social possible n'est pas la même chose que lutter pour modifier la loi sur les licenciements ou les interdire) ce sont des luttes de *statu quo* pour lesquelles, en outre, il n'existe plus au-

cun « intérêt supérieur » à reproduire donc à ménager. Où est le « mouvement social » dans les luttes actuelles ? Je ne sais plus quel journal titrait sur « le silence des intellectuels » par rapport à décembre 1995, et la disparition du pauvre Bourdieu n'explique pas tout ce qui explique ce silence (tant mieux) c'est que *les luttes actuelles sont des luttes sans horizon immédiat autre que la position salariale dans la société capitaliste*. Cette absence d'horizon ne renvoie pas pourtant à un manque, bien au contraire, ni à une « pureté » effectuée du rapport de classe, mais à une nouvelle positivité. Dans le même ordre d'idée, les quelques velléités citoyennistes apprues au début du mouvement ont rapidement disparues d'elles-mêmes alors que les revendications que celui-ci portait leur était on ne peut plus favorable.

§ 4 - Pour se rafraîchir la mémoire, si besoin est, et prendre conscience de la spécificités de la période actuelle, relisons un passage du bulletin *des Enragés* de Nanterre en mai 1968 (on verra plus loin que la différence n'est peut-être pas si grande par ailleurs) : « De nouveaux problèmes ont été soulevés, en particulier celui d'un refus plus direct et efficace de l'université de classe, d'une démonstration d'un savoir neutre et objectif aussi bien que de sa parcellisation, d'une interrogation sur la place objective que nous sommes destinés à occuper dans la division du travail actuel, d'une jonction avec les travailleurs en lutte, etc. » [2] On est bien loin de tout ça, aussi loin que peut l'être un cliché noir et blanc d'une image numérique ! La défense du statut des fonctionnaires nationaux a remplacé en trente-cinq ans la critique de l'« école de classe »... Il ne s'agit pas de le regretter, de crier à la trahison et de militer pour le rétablissement d'une « ligne de classe » dure. Le tout est de ne pas voir une régression dans cette évolution. Nous sommes tous des tondeuses à gazon ! [3] Mais il faut aussi dépasser une simple analyse négative comme j'ai pu le faire précédemment.

La Matérielle



La lutte seul horizon des luttes

§ 5 - Je crois qu'il faut voir ce que le mouvement actuel montre de ce qu'il est, finalement ; je veux dire une *affirmation de la lutte pour elle-même* ; il faut montrer qu'on est en lutte, que *l'identité de la classe prolétaire, dans son rapport à la classe capitaliste, c'est la lutte* - ce qui serait déjà pas si mal ! -, que la lutte est *l'affirmation de l'antagonisme de classes*, son existence permanente, ici et maintenant, dans une continuité temporelle et de position qui est celle du procès capitaliste de subordination. A la différence des « temps forts » qui consistent à affirmer sa position, à s'affirmer par position dans cette société, le cours quotidien de la lutte, la mobilisation durable dans la grève, recouvre une *affirmation par opposition* ; cette affirmation est *l'antagonisme de classe* qui est l'essentiel de la société capitaliste. Vivre activement cet antagonisme et, par là, le faire connaître comme tel, voilà l'horizon des luttes actuelles. Cela n'a rien de négatif, au contraire, si l'on considère que la révolution est le produit de l'antagonisme de classes. Mais cela implique, par rapport à mes premières réflexions, de reconsidérer les différents facteurs qui entravent la mobilisation dans la grève, tels que les propose le compte rendu de l'AG [4].

La bataille de l'opinion

§ 6 - En ce qui concerne la médiatisation du mouvement à l'échelle du pays (point 4), s'il s'agit par là de mener la « bataille de

l'opinion » (et si mon analyse vaut quelque chose), il n'y a pas d'illusions à se faire sur ce sujet ; la « bataille » sera forcément perdue à un moment ou à un autre, par définition, dès l'instant où le mouvement se radicalisera sur l'horizon de l'antagonisme de classes en général, avec le corollaire inévitable de son devenir minoritaire et/ou la perte de son pouvoir d'entraînement. La majorité s'en remettra alors aux syndicats et retournera à son travail pendant que ceux-ci feront le leur. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il faille dès à présent lever le pied sur cette dimension de la lutte - mais peut-être les sites Internet dédiés au mouvement, comme *Grèves 84*, par exemple (mais il y en a d'autres), sont désormais plus efficaces, à ce moment-ci du conflit, que les médias généralistes nationaux.

L'unité de la classe

§ 7 - Pour ce qui est des autres facteurs qui peuvent expliquer les difficultés d'une mobilisation durable, ils posent en fait la question de la dimension politique du conflit à travers le thème de l'«*unité de la classe* » (absence d'appel commun des syndicats au niveau national, timidité de l'action politique...). Et, en sous-main, c'est la question du rôle de l'Etat qui est posée. Je ne cache pas que ces questions sont les plus difficiles, de par leurs présupposés et les implications de ceux-ci. (Disons tout de suite cependant, que le fait que les salariés en grèves soient majoritairement des agents de la fonction publique, et donc qu'ils aient l'Etat pour patron, n'est en l'espèce qu'une détermination formelle (statutaire) de la question.) Cette difficulté de la question, donc, oblige à prendre un peu de recul historique et théorique.

§ 8 - La question de l'unité de la classe est un point central du mouvement ouvrier dans la mesure où il s'agit à l'origine de combattre la concurrence que peuvent se faire les salariés sur le «*marché du travail*». On sait que

La Matérielle

ce sera la tâche des organisations syndicales de combattre cette concurrence et d'unifier économiquement la classe, unification économique de la classe qui est le passage obligé de son unification politique dans le Parti et idéologique (conscience de classe).

§ 9 - On retrouve également cette question, plus près de nous, en bonne position dans la plateforme récemment réactualisée du groupe *Échanges et mouvements* : « Les travailleurs, est-il écrit, n'agissent pas comme une classe révolutionnaire parce qu'ils seraient conscients et unis ; conscience et unité ne préexistent pas à la lutte, mais surgissent avec elle. » [5]

§ 10 - Cette thématique de l'unité de la classe n'est pas étonnante chez *Échanges* si on la rattache à la théorie de l'« autonomie » développée par ces camarades. En revanche, il est plus étonnant de la retrouver chez Astarian peu enclin habituellement à thématiser ce genre de question. Pourtant, c'est bien de cela dont il s'agit en conclusion du remarquable travail auquel il s'est livré à propos des grèves ouvrières de mai 1968 [6] : « Finalement, écrit-il, que veulent les grévistes de mai 1968 ? Un peu tout, comme on vient de le voir, mais pas tous ensemble. Les diverses revendications recouvrent tout l'éventail de l'exploitation capitaliste, mais elles ne sont pas unifiées dans un programme unique, fut-il seulement revendicatif. » [7]. Et plus loin : « le résultat de Grenelle, même sans accord, est de briser l'unité du mouvement en renvoyant la négociation, et donc aussi la grève, au niveau des branches et des entreprises (...). Il est très clair à ce moment là que les améliorations à obtenir résulteront d'une lutte de boîte à boîte ou de branches, et non plus nationale. » [8] « ... le mouvement cesse alors d'être national, et devient un ensemble de grèves d'entreprises ou de branches. Ce fractionnement de la négociation à venir est l'une des conditions de la défaite des grévistes. Il vient dans le prolongement du refus systématique des syndicats d'unifier la grève et les revendications. » [9].



La modernité de mai 68

§ 11 - Tout cela est très important. Si on laisse de côté le rôle joué par les syndicats (qui ont fait leur travail de syndicat), deux points sont à retenir : 1) l'absence de la classe unie, l'absence d'une manifestation de la classe dans son unité ; 2) le déplacement du lieu de la négociation, du niveau national, c'est-à-dire de l'État, au niveau de la société civile, privé, au niveau de l'entreprise. Du niveau politique au niveau économique [10]. À quoi il faut ajouter un troisième point qui n'est pas évoqué dans le passage que je viens de citer : l'inexistence d'une quelconque activité de grève de la part des ouvriers, au-delà de la décision d'arrêter le travail qui a été spontanée dans la plupart des cas : aussitôt la grève votée, ils se sont majoritairement empressés de rentrer chez eux – lorsque les syndicats ne fermaient pas les portes des usines pour les empêcher de partir ! Absence de mobilisation active dans la grève, donc, en dehors des « temps forts » des cortèges syndicaux. *A contrario*, dans la plupart des cas, cette mobilisation s'est montrée particulièrement déterminée et dure lorsqu'il s'est agi de refuser la reprise du travail

§ 12 - L'absence d'unité (qui n'est pas un retour à la concurrence initiale), le déplacement du niveau de la négociation du niveau national, étatique, et politique au niveau de la branche ou de l'entreprise, c'est-à-dire au niveau civil de l'économico-social, ne sont

La Matérielle

pas le produit ou la cause de la défaite ouvrière de 1968, même s'ils l'accompagnent. Cela suppose (encore) l'unité de la classe et le niveau national, étatique, politique, donc, comme condition de possibilité de son action révolutionnaire et celle-ci comme prise du pouvoir politique. Par là, on s'interdit de voir les transformations qui touchent le rapport de classes *dès cette époque* on s'interdit de voir *la modernité du mai 68* (en France, en tout cas) de se point de vue pour n'en faire que la « dernière grande affirmation du modèle traditionnel du mouvement ouvrier. » [11], ce qui revient à conserver les présupposés du paradigme ouvrier de la révolution pour ne plus les retrouver. La position d'Échanges, sur cette question de l'unité de la classe n'est pas différente sur le fond en faire un produit de la lutte plutôt qu'un préalable, ne supprime pas la question et ne fait que la déplacer.

§ 13 - Les accords de Grenelle qui soldent mai 68 marquent un premier *déplacement du lieu de traitement des revendications* et donc de *leurs contenus* (qui signifie également à terme une modification des *acteurs*), dans la mesure où contenu de la négociation, niveau de traitement et acteurs de celui-ci sont fonctionnellement liés on ne négocie pas sur les retraites au niveau de la branche d'activité, mais forcément au niveau national, donc au niveau politique, avec des représentants de l'État et des Confédérations syndicales. En tout cas *pas encore en France* (et c'est la toute la question) *a contrario*, chez les dockers américains, par exemple, tout est réglé (y compris les retraites) à travers des contrats collectifs d'entreprise conclu pour une durée limitée et très peu par la loi [12].

§ 14 - À Grenelle en 1968, il s'agit d'un premier déplacement de la négociation du niveau national/politique au niveau local/social et/ou économique. En ceci, Grenelle est beaucoup plus proche du Sommet social de décembre 1995 que de Matignon 1936 et si les deux ont un sens commun, c'est dans la « Refondation sociale » voulue par le

MEDEF et approuvée par la CFDT qu'il faut aller le chercher, c'est-à-dire dans la primauté revendiquée des accords de branche et d'entreprise sur la loi et l'autonomie de la société civile face à l'État. À ceci près que désormais c'est la classe capitaliste qui a l'initiative alors qu'en 1968 le gouvernement avait dû contraindre les patrons de la métallurgie à la négociation. Mais même aujourd'hui encore, du côté de la classe capitaliste, la chose n'est pas aisée à admettre, comme en témoigne cet adhérent du MEDEF qui d'un côté se réjouit « C'est formidable de voir les concepts de la refondation sociale repris, intégrés, mis en musique par l'exécutif », et de l'autre s'interroge « Comment demeurer chacun à sa place, le gouvernement dans la politique et nous dans la société civile ? » [13].

§ 15 - C'est que le changement, c'est-à-dire *la fin du primat de la société politique sur la société civile* est d'une ampleur certaine, et pas seulement pour la classe capitaliste. Pour la classe prolétaire, il touche également à tout ses « fondamentaux » passés, et notamment celui énoncé par Marx lorsqu'il lançait à Proudhon en 1847 : « ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps. » (*Misère de la philosophie*). La question, aujourd'hui, qui met à mal la dialectique marxienne, n'est pas que le mouvement social exclut le mouvement politique, c'est que *le mouvement social n'est pas politique en même temps*.



La Matérielle

La reconfiguration du rapport de subordination

§ 16 - Le traitement de la revendication, c'est-à-dire le moment de la négociation de « sortie de grève » (je vais revenir sur ce thème) est le moment où se dessine, dans l'antagonisme, une *nouvelle cohérence du rapport de subordination* de la classe prolétaire à la classe capitaliste [14], cohérence nouvelle qui, définitoire de l'identité singulière des deux classes, définit simultanément leur rapport antagonique donc les formes et les contenus de la lutte de classes. Le déplacement du lieu où se définit cette nouvelle cohérence, la société civile et non plus l'État, modifie radicalement le sens de celle-ci et par là la lutte de classes elle-même. La « Refondation sociale » confirme Grenelle 1968 comme une nouvelle figure positive du procès de subordination et non pas simplement comme une défaite du mouvement imputable à son manque d'unité et à sa vacuité politique.

§ 17 - Cette positivité nouvelle j'ai commencé à l'analyser comme *immédiateté sociale des classes* [15]. Il s'agit d'une modalité nouvelle de ce que Marx, définissant la subordination réelle, décrit comme le fait que « le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. » [16] La nouveauté consiste aujourd'hui dans le fait que l'antériorité de la subordination n'a plus d'existence particulière identifiable en dehors de l'immédiateté de l'implication antagonique des deux classes (§ 13). Une modalité de la subordination que j'ai caractérisée comme « extra-citoyenne » et comme « subordination de l'offre » *a contrario* de la subordination antérieure (« subordination de la demande ») garantie par un statut, une loi, une appartenance nationale (§ 12). À la limite – c'est ce qui tend à se mettre en place actuellement et ce contre quoi lutte précisément le mouvement actuel – les conditions de reproduction de la force de travail, de son achat, de son exploitation, ne

sont plus supposées par autre chose que la position concurrentielle sur le marché de la branche ou de l'entreprise, dans une région particulière, un département, etc. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de conditions *a priori* de la subordination que l'on retourne pour autant à la domination formelle de la classe prolétaire par la classe capitaliste dans laquelle le travailleur n'appartient à la classe capitaliste qu'*après* s'être vendu à un capitaliste individuel. Dans la nouvelle configuration d'immédiateté des classes sociales, la subordination est toujours *a priori* en ce sens que les deux classes n'ont pas d'autre possibilité pour se reproduire que leur implication réciproque (ce qui n'est pas le cas au cours de la domination formelle). Ce qui change, ce sont les modalités du fameux *Zwickmülhe* (« double moulinet » ou « double ressource » selon la traduction) [17], c'est-à-dire ce « coup forcé » que sont (toujours) contraint de jouer les prolétaires et les capitalistes (trouver à vendre sa force de travail pour le premier, transformer son produit en marchandise pour le second), « pris au piège » de ce qu'ils sont, de leur position respective dans les rapports sociaux capitaliste – le processus du *Zwickmülhe* est désormais immédiat, c'est-à-dire, comme je l'ai déjà dit, qu'il ne suppose plus aucune médiation qui présuppose son déroulement, plus aucune médiation qui totalise a priori les trois moments du procès de subordination de la classe prolétaire à la classe capitaliste. L'immédiateté sociale des classes intervient dès lors que *leur antagonisme devient la seule totalité* qui vaut, en lieu et place des médiations antérieures, et qu'il ne vise rien d'autre que son effectuation, *au-delà de la prise en compte de la reproduction de ses deux pôles* (§ 17).

Remarque. Cette notion d'immédiateté sociale des classes qui désigne le rapport entre la classe prolétaire et la classe capitaliste tel qu'il se met en place dans la reconfiguration du procès de subordination, suppose bien des choses qui ne sont pas abordées ici et notamment le fait qu'auparavant l'existence des classes était non médiate, c'est-à-dire

La Matérielle

médiée par quelque chose d'autre qu'elles mêmes, en l'occurrence l'État (ce qui ne veut pas dire pour autant que celui-ci soit un organisme neutre, strictement fonctionnel). Thèse qui suppose une analyse plus fouillée de l'État capitaliste et corollairement des modalités d'existence des classes sociales.



Vers une intersubjectivité?

§ 18 - Le cours quotidien de la lutte, c'est-à-dire la mobilisation active des salariés dans la continuité du mouvement, son élargissement, ne dépend pas d'une unité de la classe préalable, qui ne peut être que politique, unité hypostasiée au niveau de l'État. L'immédiateté sociale des classes, telle qu'elle se met en place avec la reconfiguration du procès de subordination, implique qu'il n'y a plus d'unité de la classe en dehors de la lutte elle-même - ce qui ne veut pas dire pour autant que cette unité doit être construite au cours de la lutte -, donc qu'il n'y a plus d'unité du tout ou, si l'on préfère, que cette unité est toujours problématique. C'est le sens du « tous ensemble » de décembre 1995 qui est un appel à l'intersubjectivité, ce qui n'est pas la même chose qu'une unité hypostasiée. Intersubjectivité, un terme encore bien vague, bien abstrait, pour une chose réelle, qui, à ce point, ne signifie que le contraire d'une unité substantielle. Seules les luttes à venir permettront d'en préciser le sens pratique, historique. On peut déjà voir toutefois que ce sens est délocalisation, distribution sur tout le territoire, que le mouvement touche toutes les villes quelle que soit leur taille

et, comme cela a déjà été le cas en décembre 1995, qu'il ne se limite pas uniquement dans son ampleur à la capitale, siège de l'État. La lutte de classe n'est plus jacobine

L'appel à la grève générale comme substitut

§ 19 - L'appel à la « grève générale » apparaît alors comme un recours ultime face à cette impossible unité de la classe. Si, comme je l'ai dit plus haut (§ 5), l'identité de la classe prolétaire dans son rapport à la classe capitaliste, c'est la lutte, si cette lutte n'est rien d'autre que l'affirmation de l'antagonisme de classe (on ne lutte plus « pour » mais « parce que »), l'appel à la grève générale, la grève générale elle-même, est une tentative d'élever l'unité de la classe au-dessus du cours quotidien de la lutte. Il est notable en ce sens que cet appel s'adresse le plus souvent aux centrales syndicales (pour leur reprocher de ne pas le lancer), à moins qu'il s'agisse d'appeler à suivre celui de FO. À ma connaissance, aucune coordination n'a lancé en direct un tel appel. Viser la grève générale est anachronique et c'est en outre donner le bâton pour se faire battre. C'est ainsi qu'un secrétaire 2nd. degré de l'UNSA Vaucluse à tout loisir de retourner l'argument de qui fait dépendre son adhésion syndicale à un tel appel [18] : « La grève générale ne se commande pas à la CAMIF (...) Enfin, si votre adhésion au syndicat ne trouve satisfaction que dans les grands conflits, que ferons nous pour vous (*sic*) lors des mouvements de personnels, lors des oppositions avec la hiérarchie, lors des questions que vous vous posez dans votre carrière? » [19] F. Robert, ce secrétaire là, est au moins cohérent - et il n'oublie pas de rappeler au passage que « les négociations, si elles ont lieu, se feront avec les centrales, et elles seules ». Certes, la grève générale ne se commande pas à la CAMIF, mais si elle peut se commander aux syndicats c'est qu'elle n'est pas la mobilisation active dans la grève qui était attendue par

La Matérielle

tous. Si la grève générale peut aujourd'hui être dite anachronique c'est parce qu'elle n'est pas la généralisation du mouvement en qualité et en quantité, mais son hypostase sur des bases qui ne sont pas les siennes : une arme jacobine, pour reprendre cette expression qui ne peut éventuellement être létale qu'au centre du pouvoir politique, qui suppose corollairement l'unité de la classe dont elle est la manifestation.

La mobilisation active au risque de l'activisme

§ 19 bis - Et l'on se retrouve sur le terrain avec la mobilisation active dans la grève, au risque de la truille de l'activisme et d'une mobilisation dégressive : « Des actions pour se montrer vigilant, super ! Des actions pour l'action, mouai... Des actions n'importe quoi pour se prouver qu'on y croit, j'ai peur. Si ma mémoire est bonne les activistes de tout poil n'ont jamais servi les peuples : ils se sont fait plaisir mais n'ont pas su communiquer leur enthousiasme (manque de réflexion ? manque de conviction ?...). Bougeons, poussons, oui mais avec en conscience l'idée de défendre le TOUS ensemble. La lutte est dure, ne la gâchons pas, l'espoir est fragile. » [20] Mais la lutte de classes est toujours minoritaire, par définition, sinon ce serait de la démocratie ! Il faut le reconnaître, ce qui signifie accepter la lutte elle-même, le conflit avec l'autre classe, comme horizon indépassable du mouvement actuel et des mouvements futur. Il n'empêche que cette réaction porte sur l'essentiel et met le doigt là où ça fait mal.

§ 20 - « Action tout azimuts. Il n'est plus temps de compter nos "troupes" lors des manifs. Il n'est plus temps d'expliquer, de discuter, d'essayer de convaincre, de tracter... le travail préliminaire est fait ! Il n'est plus temps d'y aller "light". Il est temps désormais d'agir tout azimut. Il est temps maintenant de jouer notre dernière carte, celle des exa-

mens (à contrecœur pour tous ! Avons nous d'autres options ?). Il est nécessaire, où que vous vous trouviez, de vous regrouper et d'agir là où cela vous semble opportun, les lycées ne manquent pas ! Ne "désarmez" pas, faisons front commun le jeudi 12 juin pour que cela soit le "jeudi noir" du gouvernement ! » [21] On reconnaît ici : 1) que les « temps forts » comme manifestation ne sont plus l'essentiel de la lutte, qui a cure de savoir si elle est majoritaire ; 2) il s'en suit logiquement que la « bataille de l'opinion » n'est plus à mener - mais le bac sera malgré tout épargné au nom de droit de grève - ; 3) que l'activité de grève est la seule chose qui vaut et que rien ne vient lui apporter une finalité autre qu'elle-même ; 4) si ce n'est la mise en œuvre d'une intersubjectivité qui ne peut être qu'un produit de cette activité.



La dialectique alambiquée de la sortie de grève

§ 21 - « Il faut savoir terminer une grève », recommandait Thorez en 1936. Aujourd'hui,

La Matérielle

le problème n'est pas tant de savoir mais de pouvoir terminer la grève. Le dilemme n'est pas un accident de parcours si, comme on l'a vu, ce que montre ce mouvement c'est l'affirmation de la lutte pour elle-même, si l'identité de la classe prolétaire, dans son rapport à la classe capitaliste, c'est l'affirmation de l'antagonisme de classe, alors, la lutte devient à elle-même son propre objectif, forme et contenu de la lutte sont confondus, la frontière entre le conflit et le salariat se brouille et sortir de la grève devient problématique. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que *Libération* puisse écrire dans son numéro du 11 juin 2003, sous le titre « Sortie de grève sans porte de sortie » : « Cheminots et direction n'ont rien à négocier à l'issue du conflit ». Pourtant la sortie de la grève est bien là, mais de quelle façon !

§ 22 - À la gare Montparnasse, l'AG a voté la fin de la grève à 22 voix contre 16 et 14 abstentions et, selon les termes du vote, les cheminots ont décidé de « suspendre la grève reconductible », mais de « poursuivre le mouvement » (*Libération* du 13 juin 2003). Contrairement à ce que dit l'auteur de l'article, cette formulation n'est pas réductible à une « jonglerie sémantique » formelle, et si jonglerie il peut sembler y avoir c'est parce que la réalité qu'elle reflète est elle-même brouillée par rapport aux anciens schémas. Les mots que l'on emploie pour parler de sa propre lutte en font partie. En outre le cas n'est pas isolée.

§ 23 - Compte rendu de l'AG du 12 juin au collègue Paul Gauthier de Cavaillon, sous le titre *Reculer n'est pas céder* « (...) face à la reprise perlée mais nette de beaucoup de collègues, face au fait que pour les lycées l'année (hors ce qui touche le bac) est "terminée", que dans les collèges les élèves sont en voie de disparition et que dans le primaire la reprise par les collègues est nette, que dans les autres branches en grève l'installation de la grève de façon continue est aléatoire, l'AG a voté à la majorité la "sortie de la grève reconductible".

Nous envisageons des grèves tournantes, des actions sur toutes les activités de fin d'année-préparation de la rentrée prochaine, des actions en dehors des établissements (péage, ponts...), la reprise ensemble de la grève certains jours. Il s'agit de se mettre au diapason d'un mouvement d'ensemble dur mais qui a beaucoup de mal à se fixer, un mouvement rampant, peut-être beaucoup plus dangereux pour le gouvernement, une sorte d'exaspération durable.

La discussion a été vive, sur les 40 présents, la "sortie de la grève reconductible" a été votée par 20 personnes, 8 contre, 12 abstentions. (...).

§ 24 - L'analogie avec la situation de la gare Montparnasse est trop frappante pour être le fait du hasard. Dans les deux cas la sortie de la grève est acquise de justesse, avec un nombre important d'abstention (si l'on additionne les opposants à la sortie de la grève et les abstentionnistes, la motion ne passe pas à Montparnasse, tandis qu'à Cavaillon elle fait jeu égal avec son rejet). Dans les deux cas, également, la motion de sortie de la grève est formulée de la même façon, une façon certes alambiquée, qui refuse de trancher, mais qui reflète exactement le mouvement.

Notes

[0] Ces remaniements ne tiennent pas compte des échanges qui ont eut lieu au sujet du mouvement, lors de la rencontre qui s'est tenue à Marseille le 14 juin et qui a regroupé quelques camarades de Marseille, Arles et Cavaillon ayant ou non participé à la grève - j'y reviendrai.

[1] Ce compte rendu est disponible sur le site <http://greves84.ouvaton.org>

[2] Cité in S. Zegel, *Les idées de mai*, éd. Gallimard, Paris 1968, pp. 29-30.

[3] C'est le morveux Devedjian qui a déclaré que la décentralisation à l'éducation nationale ne touchait que les tondeuses à gazon...

[4] Pour mémoire 1) l'absence d'un appel commun des syndicats au niveau national 2) la timidité de l'action politique et syndi-

La Matérielle

cale 3) la présence d'un grand nombre d'emplois précaires dans les secteurs concernés 4) la médiatisation tronquée du mouvement à l'échelle du pays.

[5] Numéro 104, Printemps 2003, p. 4.

[6] *Le mouvement des grèves en France en mai-juin 1968 - Récit des événements*, 2000. À paraître.

[7] *Op. cit.*, p. 32 du manuscrit, je souligne.

[8] *Ibid.*, p. 46, je souligne.

[9] *Ibid.*, p. 47, je souligne.

[10] Astarian montre preuves à l'appui que les résultats de Grenelle furent insignifiants du point de vue de la satisfaction des revendications ouvrières, le principal étant reporté sur les branches professionnelles. Mais à l'époque - nous sommes en 1968 - l'État dû forcer les mains des patrons pour entreprendre ces négociations.

[11] *Op. cit.*, p. 57.

[12] *Échanges*, n° 103, Hiver 2002, p. 3.

[13] *Libération* du 15 janvier 2003.

[14] Pour mémoire 1) achat-vente de la force de travail 2) consommation productive de la force de travail (exploitation) 3) reproduction de la classe prolétaire et de la classe capitaliste (reproduction d'ensemble du procès).

[15] *la Matérielle* n°3, janvier 2003, Notre époque.

[16] *Le Capital*, éd. Gallimard, Œuvres t. I, Paris 1965, p. 1080.

[17] *Cf. op. cit.*, p. 1687, note 1 de la page 1080.

[18] À quand la grève générale? posté le 30 mai sur le site Grève 84, par « Les collègues grévistes d'Anselme Mathieu » d'Avignon.

[19] *Mutisme? Tiédeur? Aternoiments?* Réponse à l'appel sus-cité.

[20] Commentaire à propos de l'Arrêt du TGV Postal, posté le 9 juin 2003 (Grève 84)

[21] Posté sur Grève 84 le 11 juin.



La rencontre de la Poudrière

Marseille, samedi 14 juin 2003

Les lignes qui suivent ne sont ni un compte rendu exhaustif ni « objectif » de la rencontre. Pour cette raison il est important que les autres participants (avec ou sans notes) fassent leur propre restitution.

§ 1 - Cette rencontre a réuni quelques camarades de Marseille, d'Arles et de Cavaillon plus ou moins impliqués professionnellement dans les grèves. Son objectif était de faire le point sur le mouvement et de prendre un peu de recul, de hauteur, pour ceux qui y ont participé activement, bref, de « lever le nez du guidon » pendant un moment.

§ 2 - En règle générale, tout le monde s'est accordé sur la *difficile lisibilité* du mouvement, de la difficulté d'en avoir une approche globale au niveau le plus basique, c'est-à-dire à celui de ses *pratiques* ce sont, par exemple, ces grévistes qui bloquent le TGV postal au cours de la nuit et reprennent le travail le lendemain ou encore ces postiers qui votent la grève en AG le dimanche pour le lundi, or le lundi est un jour calme du point de vue de la charge de travail et la première équipe qui arrive le matin sur la plateforme qui le sait bien, décide de reprendre le travail ce jour là sans autre forme de procès. Les postiers font grève les jours où il y a du travail et travaillent les jours où il n'y en a pas... C'est lo-

La Matérielle

gique, mais c'est quand même une drôle de logique... de grève!

§ 3 - Ce ne sont là que des exemples, au-delà de ceux-ci toutefois il apparaît que les grèves ne se sont pas déroulées selon une dynamique continue de montée en puissance (en tout cas après le 13 mai - qui au dire des camarades actifs dans la grève a été un tournant annonçant déjà la non généralisation du mouvement), mais plutôt un mouvement de *yo yo* alternant des moments des phases très dures, des moments de grande détermination et des moments d'atonie. Peut-être faut-il voir dans ce phénomène un rapport nouveau à la grève (je pense également au second exemple cité ci-dessus) et à la lutte en général. Comment caractériser précisément ce rapport, je n'en sais encore trop rien, mais il me paraît en tout cas aller dans le même sens que les positions alambiquées auxquelles les sorties de grève ont donné lieu (cf. *Reculer n'est pas céder*, sur le site Grèves 84 et « *Montpar* » *rend les armes - Libération* du 13 juin 03). Sur cette base, j'émet quand même une hypothèse ne pourrait-on pas voir dans cette dynamique du mouvement le brouillage de la frontière qui au cours de la période précédente séparait le moment de la grève de celui du travail? N'est-ce pas là ce que signifient les propos de l'auteur de *Reculer n'est pas céder* écrit (même si c'est sans illusions) : « Il s'agit de se mettre au diapason d'un mouvement d'ensemble dur mais qui a beaucoup de mal à se fixer, un mouvement rampant... »? À ce propos, un camarade a fait remarqué que la référence à décembre 1995, présente dans tous les esprits, a pu « plomber » le mouvement en lui interdisant de se rendre compte de sa « vraie » nature. Mais n'est-ce pas, précisément, ce phénomène de halo qui s'exprime dans le passage que je viens de citer lorsqu'il oppose la dureté du mouvement et son incapacité à se fixer?

§ 4 - Autre constat sur le Vaucluse, par exemple, chaque AG de secteur s'en est strictement tenue à son fonctionnement sectorisé alors qu'au même moment tout le monde se posait les mêmes questions et faisait la même chose. En outre, alors qu'il est facile de trouver des volontaires pour arrêter le TGV postal en pleine nuit (en plus il est arrivé avec une demi-heure de retard!), on trouve personne pour aller représenter l'AG de secteur à l'AG départementale. Il a été dit que le motif de cette désaffection résidait dans le fait que l'AG

départementale était perçue comme le lieu de toutes les magouilles syndicales, mais même si c'était vrai il reste que la volonté de mettre fin à ces magouilles et de s'emparer du niveau départemental, ne s'est pas manifestée. Est-ce à dire que dès l'instant où la lutte se délocalise pour accéder à un niveau supérieur de centralité territoriale et de pouvoir, elle perd sa raison d'être, elle n'est plus elle-même? Que les niveaux centraux sont des lieux institutionnels dont les grévistes n'ont rien à faire, par définition? Qui leur sont un territoire étranger du fait de la nature même de ce territoire par rapport à la nature de la lutte?

§ 5 - Il reste que l'on pourra toujours dire de tout cela qu'il ne s'agit que d'autant de manifestations de la faiblesse du mouvement, de son ancrage dans le revendicatif, qu'il ne manifestait aucune tendance à l'insubordination pure et dure, etc. Mais il sera toujours possible de dire de telles choses face à un mouvement de grève... jusqu'à la révolution. Personne, au cours de la rencontre n'a nié les faiblesses du mouvement, ses limites... mais personne ne s'est non plus posée la question de savoir s'il était révolutionnaire ou non ! Et cela n'empêche pas (alors que l'autre attitude oui) de se poser des questions sur ce qui fait la spécificité des grèves de mai-juin 2003 par rapport aux grèves précédentes.

§ 4 - Le dernier point que je voudrais rapporter ici, et qui a été le plus débattu dans la mesure où il ouvre directement sur une problématique pré-existante aux grèves est celui de la dimension citoyenniste ou démocrate radicale du mouvement. J'avais en ce qui me concerne déjà abordé la question, concluant (peut-être un peu vite) à l'absence de cette dimension je mettais cette absence en rapport avec le silence des «grands intellectuels» (contrairement à décembre 1995) en notant toutefois le caractère paradoxal de la chose compte tenu du terrain des grèves (la retraite, l'éducation nationales) particulièrement favorable au citoyennisme (*Les grèves de mai-juin 2003 dans l'immédiateté des classes sociales*, § 3). Sur l'absence des intellectuels il m'a été répondu que si ceux-ci ne sont pas intervenus c'est parce que cela n'était pas nécessaire dans la mesure où le démocrate radical, étant latent dans le mouvement, n'avait pas besoin de s'exprimer particulièrement. Ainsi, parce que le mouvement s'inscrit immédiatement dans le troisième moment du procès de subordi-

La Matérielle

nation (la reproduction du rapport d'ensemble) tel qu'il est en cours de restructuration, le démocratisme radical en est la « limite » naturelle. Il n'est donc pas contradictoire de trouver des « propos citoyens » même chez les plus farouches partisans de la stricte défense du « bout de gras ». La recherche d'une alternative est naturelle au mouvement du fait du terrain sur lequel il existe ☐ « qui n'a pas soif, ne prend pas le verre d'eau qu'on lui tend ». Une autre position a consisté à périodiser la dimension citoyenniste des grèves, la voyant surtout aux débuts de celles-ci et à la fin.

Pour ce qui est de la fin du mouvement, il n'y a qu'à consulter le site Grève 84 pour se rendre compte de la pression citoyenniste qui s'exerce aujourd'hui : alors que les propos citoyens y étaient plutôt discrets jusqu'à présent, il y abonde depuis deux ou trois jours. Lire ☐ *Un autre monde est possible, Lettre aux parents sur le pourquoi de la grève et sa suspension, sans parler des chevenementistes radicaux d'Aelius (Que faire ☐ et Ripostons)*, qui posent simultanément que « le conflit prolétariat-bourgeoisie structure plus que jamais le cours de l'histoire » et la nécessité de « Restaurer la Nation, c'est-à-dire l'espace du choix collectif, en donnant corps à une citoyenneté menacée par l'euro-péisme, l'individualisme bourgeois et les communautarismes. »

Il n'en reste pas moins, aux dires de camarades actifs dans la grève, que les différentes thématiques citoyennistes ont pu être utilisées non seulement pour contrer des opposants mais encore lorsqu'il s'est agi d'étendre le mouvement hors de l'éducation nationale, par exemple, tant il est vrai que la théorie du profit et plus facilement maniable que la théorie de la plus-value pour un argumentaire militant (cela est dit sans aucune connotation péjorative). Quoi qu'il en soit, il me semble – et c'est la position que j'ai défendue sur le sujet lors de la rencontre – que, du point de vue de la spécificité du mouvement c'est son aspect « lutte du *statu quo* », sa stricte polarisation de classe, qu'il est important de retenir.

§ 5 - D'autres questions ont été abordées, notamment celle des AG interprofessionnelles (absentes en décembre 1995) et celle de l'attitude des militants syndicaux apparemment plus ouverts ou plus disponibles.

Le temps comme forme et comme histoire

§ 1 - « Ces écrits politiques [de Hegel au cours de la période de Francfort] marquent un changement par rapport à la période précédente quant aux relations du temps et de son contenu, de la temporalité et de l'histoire. Dans sa période de berne, en effet, le temps apparaît comme une forme indifférente que l'action humaine peut remplir de n'importe quel contenu arbitraire. Hegel écrit par exemple ☐ "L'humanité devient à nouveau capable d'idéal." Il exprime par là que l'on peut restaurer la cité grecque, que le contenu peut être situé à n'importe quel moment du temps. Dans le même esprit, il écrit à Schelling, le 16 août 1795, que les peuples reprennent leurs droits. Il semble donc à ce moment-là que la raison pratique puisse recréer son objet et que le devoir-être commande l'être. Il s'agit de ce que Hegel appellera par la suite une philosophie de la réflexion, puisque'il y a cette séparation – comme chez Kant – entre la forme du temps et son contenu¹.

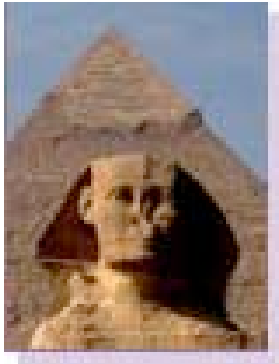
§ 2 - Au contraire, avec le nouveau thème que constitue la dialectique de la vie, le temps ne peut plus être pensé que comme temps historique qui déploie son contenu à partir de lui-même ☐ la scission entre la forme et le contenu ne peut plus être maintenue, la raison pratique ne peut plus ressusciter n'importe quoi – et en particulier la cité grecque. Cette scission entre la forme et le contenu se trouve alors remplacée par une autre opposition, désormais intérieure au contenu du temps (...) ☐ l'opposition en science et culture, entre l'esprit du temps² et la réalité

¹ Chez Kant, le temps (avec l'espace mais sous d'autres conditions) est la forme pure (donc a priori) de l'intuition sensible à travers lequel celle-ci est seulement possible ; la forme conditionne donc son contenu. C'est le fameux dualisme kantien que Hegel n'aura de cesse de critiquer.

² Chez Kant, le temps (avec l'espace mais sous d'autres conditions) est la forme pure (donc a priori) de l'intuition sensible à travers lequel celle-ci est seule-

La Matérielle

positive. L'esprit du temps, c'est l'exigence que porte le temps, non comme raison pratique mais comme vie, de se réunifier à travers toutes les séparations et les déchirures. Cette exigence est ressentie subjectivement par l'individu comme idéal de liberté. A l'inverse, la réalité positive de l'époque est la vie en tant qu'elle est scindée, séparée. Elle apparaît comme force de retardement historique. Nous trouvons donc dans chaque époque une opposition entre une exigence de liberté – différente selon les époques – et une positivité qui retard. Cette opposition peut aussi s'exprimer dans les termes d'intériorité – c'est l'esprit du temps – et d'extériorité – c'est le moment de frein de la séparation. (...).



§ 3 - (...) Cet esprit du temps est une exigence de la vie elle-même – en tant qu'elle est la vie se réunifiant –, il n'est pas extérieur aux individus, ceux-ci le ressentant comme idéal de liberté, et il y a contradiction entre la positivité existante et l'esprit du temps. Or, il dépend ici des individus que cette contradiction aboutisse à une solution, c'est-à-dire au triomphe rationnel de l'esprit du temps. Cela signifie qu'il peut se réaliser de façon catastrophique ou, tout au contraire, le faire rationnellement. (Il y a donc là un effort de synthèse entre une philosophie de l'histoire du type de celle de Herder, où l'histoire continue le procès naturel – l'action des indi-

ment possible ; la forme conditionne donc son contenu. C'est le fameux dualisme kantien que Hegel n'aura de cesse de critiquer.

vidus y étant donc minimisée –, et l'aspiration fichtéenne à l'action, à la réalisation de la raison pratique.) Il faut donc que la subjectivité prenne conscience de ce qu'exige l'esprit du temps – car elle a un rôle à jouer. L'histoire ne se fait pas toute seule –, qu'elle condamne la positivité dépassée. Celle-ci doit disparaître, de façon que cette négation de la positivité exigée par l'esprit du temps se fasse en quelque sorte aux moindres frais, sans qu'advienne de catastrophe. Ainsi, la liberté et la réflexion³ apparaissent ici comme un moment nécessaire du déploiement de l'histoire et nous trouvons une première synthèse entre liberté et nécessité, un effort pour dépasser l'antinomie de la raison pratique et de la nécessité historique. (...) la liberté apparaît comme un moment de l'accomplissement de la nécessité et la subjectivité n'est pas opposée à la substantialité. ▢

J. Rivelaygue, *La genèse du système hégélien*, in « Leçons de métaphysique allemande », t. I, le Livre de poche, Paris 1990, pp. 349– 352

Tous les numéros sont téléchargeables au format PDF sur notre site ▢

<http://lamaterielle.chez.tiscali.fr/index.html>

la Matérielle est présente sur le site l'@NGLE MORT

<http://anglemort.ouvaton.org/>



³ La position kantienne.